

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 22 - 24 mai 1996

## SCHEMAS DE STRATEGIE DE PAYS

Point 7 de l'ordre du jour

### MOZAMBIQUE - SSP

#### RESUME

Le Mozambique sort d'une guerre qui a duré plus de vingt ans et a fait des victimes sans nombre; plus d'un million de personnes ont été mutilées et plusieurs millions sont désormais sans ressources. La guerre civile, aggravée par plusieurs sécheresses consécutives, a provoqué des déplacements massifs de populations. D'après les estimations, 1,7 million de personnes se sont enfuies dans les pays voisins, et quatre millions ont été déplacées à l'intérieur du pays. La guerre a fait des dégâts énormes. Depuis la signature de l'accord de paix en 1992, les habitants ont commencé à regagner leur foyer et presque tous ceux qui le souhaitent sont revenus. La production agricole tend à augmenter malgré une sécheresse localisée dans le sud, mais la reconstruction des infrastructures et, surtout, la relance de l'économie rurale seront des opérations de longue haleine. Les mécanismes de survie sont encore extrêmement fragiles.

Au cours des cinq dernières années, le PAM a appuyé les différentes phases des opérations s'inscrivant dans le continuum secours-développement, à savoir les secours, la réinstallation, l'aide en cas de sécheresse, le relèvement et le développement. L'orientation stratégique du PAM est conforme à la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté. L'avantage comparatif de l'aide alimentaire, pour inciter les populations à entreprendre des activités vivres-contre-travail, devrait se réduire compte tenu de la progression continue de la production agricole. A l'avenir, la stratégie du PAM sera axée sur le relèvement et l'atténuation des effets des catastrophes. Il est proposé que le futur programme de pays comprenne un Fonds alimentaire, destiné à aider les initiatives communautaires se prêtant à un appui sous cette forme, et réservé aux femmes. On estime que pour exécuter un programme quinquennal de pays, il faudra 80 millions de dollars, dont environ 30 millions de dollars pour les secours en cas de sécheresse.

Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Pour des informations statistiques détaillées, prière de consulter le profil du Mozambique, établi par le PAM, qui est disponible sur demande.

# F

Distribution: GENERALE

WFP/EB.2/96/7/Add.3

9 avril 1996

ORIGINAL: ANGLAIS

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

## NOTE A L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.
2. Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.
3. Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.
4. Les fonctionnaires du PAM qui traitent ce document sont les suivants:  
  
Directeur régional: Y. Mengesha tél.: 5228-2206  
Chargé des opérations: K. Farrell tél.: 5228-2503
5. Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).

---

## INSECURITE ALIMENTAIRE, FAIM ET PAUVRETE

### L'insécurité alimentaire à l'échelon national

1. L'insécurité alimentaire du Mozambique doit être située dans le contexte de longues années de guerre, de sécheresses périodiques et d'une économie centralisée qui se transforme peu à peu en un système décentralisé de marché. Le PIB par habitant a chuté, passant de 177 dollars, au moment de l'indépendance en 1975, à 80 dollars en 1995. Depuis que l'accord de paix a été signé en 1992 et que les populations ont commencé à revenir, l'économie a repris et un taux de croissance de cinq à six pour cent par an pendant les cinq prochaines années est à présent jugé possible.
2. D'après les indicateurs socio-économiques, ce pays de 17 millions d'habitants figure parmi les plus pauvres du monde. Le taux de mortalité des moins de cinq ans est l'un des plus élevés du monde (273 pour 1 000 naissances d'enfants vivants). Environ 30 à 40 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique (retard de la croissance) et six pour cent de malnutrition aiguë (dépérissement). Seulement 22 pour cent de la population a accès à l'eau salubre, et 19 pour cent aux services d'assainissement. Le taux d'alphabétisation est estimé à 33 pour cent, et deux fois plus d'hommes que de femmes savent lire et écrire. Un grand nombre de ménages (22 pour cent) sont dirigés par des femmes.<sup>1</sup>
3. A la fin de la guerre, à peine plus de la moitié des écoles primaires et des dispensaires étaient opérationnels, essentiellement dans les zones urbaines et périurbaines, près de 4 000 écoles primaires et 1 100 dispensaires ruraux ayant été détruits ou abandonnés. L'essentiel du réseau routier du pays, qui compte 29 000 kilomètres, était dans un état déplorable et beaucoup de routes étaient coupées, de nombreux ponts ayant été détruits ou s'étant effondrés.
4. D'après les Nations Unies, le Mozambique rentre dans la catégorie des "pays les moins avancés". C'est aussi un pays à faible revenu et à déficit alimentaire. La production agricole nationale s'est effondrée sous l'effet de deux décennies de guerre, de sécheresses périodiques, des déplacements massifs de populations et de politiques sociales et économiques inappropriées. Le pays est donc devenu fortement tributaire de l'aide alimentaire et d'autres formes d'assistance extérieure. L'aide alimentaire a représenté la majeure partie des approvisionnements céréaliers du pays, atteignant certaines années jusqu'à 90 pour cent des importations alimentaires. En 1991/92, l'aide alimentaire-programme représentait 20 pour cent du budget national et 10 pour cent du PIB. En 1995, les flux nets d'aide publique au développement (APD) sont estimés à 830 millions de dollars, après service et rééchelonnement de la dette. Plus de 90 pour cent des investissements publics sont financés grâce à l'aide publique au développement.
5. L'agriculture, qui est le secteur le plus important de l'économie, représente 40 à 50 pour cent du PIB et emploie plus de 80 pour cent des actifs. Les principales cultures

---

<sup>1</sup> UNICEF: Descriptif du programme de pays/Rapport du PNUD sur le développement humain/Banque mondiale, Rapport sur le Programme de redressement du secteur de la santé, 1995.



vivrières de base que sont le manioc, le maïs, le sorgho, le riz, les arachides et les haricots, sont essentiellement produites par de petits exploitants agricoles. On compte dans le pays environ 2,5 millions de fermes familiales qui exploitent entre un hectare et un hectare et demi.

6. Etant donné qu'avant 1974, le secteur des exportations agricoles était solide et que la production alimentaire assurait une auto-suffisance relative, un retour aux niveaux de production alimentaire par habitant d'avant la guerre est envisageable. Cependant, avec une croissance démographique estimée à 2,7 pour cent par an, le déficit vivrier national restera structurel pendant plusieurs années. Une aide alimentaire importante restera nécessaire pour combler les déficits, tant nationaux que localisés. Selon le rapport de la mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des cultures et des approvisionnements alimentaires, établi en mai 1995, la production céréalière totale de 1994/95 est estimée à 1,2 million de tonnes, soit 43 pour cent de plus que la campagne précédente, malgré la sécheresse qui a sévi dans le sud.
7. Le Mozambique reste exposé à des catastrophes naturelles comme la sécheresse. Une réserve modique de céréales est conservée avec l'appui de la Communauté européenne, mais la majorité des habitants dont les revenus sont faibles est vulnérable face aux hausses des prix. Le gouvernement dispose d'une capacité insuffisante pour faire face aux catastrophes naturelles.
8. Les petits agriculteurs recommencent à produire, mais la plupart restent vulnérables car ils n'ont pas accès aux marchés, aux biens de consommation ni au crédit. De surcroît, la présence de mines terrestres et des précipitations faibles et imprévisibles en particulier dans le sud limitent la production. Pour les ménages ruraux vivant dans des zones excédentaires en vivres l'absence de structure de marché adéquate et la faiblesse du secteur commercial qui est incapable d'absorber et de commercialiser les excédents localisés et périodiques posent un grave problème. Ces difficultés sont exacerbées par l'insuffisance du réseau routier et par l'inefficacité des services de cabotage.

## **La sécurité alimentaire à l'échelon régional**

9. La sécurité alimentaire basée sur l'agriculture varie en fonction des conditions climatiques et la nature des sols des différentes régions du pays. Dans les trois provinces du nord (Nampula, Cabo Delgado et Niassa) les conditions sont dans l'ensemble plus favorables que dans le sud, et une augmentation des excédents céréaliers commercialisés est prévisible. La province de Tete comprend une zone fertile et productive, au nord, et une zone exposée à la sécheresse au sud. Dans les provinces centrales du Zambèze, de Manica et de Sofala, avec des pluies normales, la production pourrait suffire à couvrir les besoins de consommation, voire être excédentaire. Le sud est traditionnellement plus exposé à la sécheresse que le centre et le nord. Dans les provinces de Inhambane, Gaza et Maputo, où les pluies sont irrégulières, la destruction des troupeaux de bovins pendant la guerre a supprimé un élément clé d'un système de production qui permettait normalement aux populations de résister à la sécheresse, ce qui compromet la sécurité alimentaire régionale (voir carte, Annexe II).
10. Le secteur des emplois ruraux extra-agricoles est aussi gravement touché par la crise dans la plupart des régions, et pour l'ensemble du pays, les chiffres sont bien inférieurs à ceux des pays de l'Afrique subsaharienne. L'Afrique du Sud fournit depuis longtemps des emplois et des capitaux aux ménages d'agriculteurs du sud. S'il est peu probable que ces



transferts de fonds retrouvent leur niveau antérieur, ils restent une source importante de sécurité alimentaire et de capitaux d'investissement. Cependant, tant que le sud n'aura pas réussi à reconstituer les troupeaux qui lui permettent d'assurer sa survie en cas de sécheresse, il restera la région du pays la plus exposée à l'insécurité alimentaire.

## Les pauvres et les victimes de l'insécurité alimentaire

11. Sur les 17 millions d'habitants que compte le pays, 70 pour cent vivent en zone rurale. D'après les estimations, environ 70 pour cent de la population rurale (quelque huit millions de personnes) vit dans la pauvreté absolue.<sup>1</sup> La sécurité alimentaire rurale devrait s'améliorer compte tenu des récentes augmentations de la production, mais rares sont ceux qui ont atteint un degré de sécurité alimentaire suffisant pour pouvoir affronter une mauvaise récolte, investir dans l'achat de nouveaux intrants ou compter sur des réseaux de soutien social. Les conditions sur lesquelles pourrait s'appuyer la reprise de l'économie rurale restent extrêmement limitées; les infrastructures ont été détruites; les petits exploitants se sont rabattus sur l'agriculture de subsistance et l'économie rurale extra-agricole s'est en grande partie effondrée.
12. Les stratégies visant à améliorer le secteur des aliments de base et à réduire la pauvreté doivent tenir compte des besoins des agricultrices, qui sont les principaux producteurs d'aliments. Quelque 1,8 million de femmes étaient classées comme exploitantes familiales en 1992. Elles représentent environ 60 pour cent de la main-d'oeuvre dans la production vivrière de base et l'essentiel de la main-d'oeuvre cultivant des jardins potagers, notamment des légumes. Les pratiques de culture sont traditionnelles et les services de vulgarisation n'ont pas réussi à atteindre les agricultrices. Malgré l'importante contribution des femmes à la production vivrière nationale, la répartition des rôles entre les hommes et les femmes varie en fonction des régions et il est indispensable de trouver de toute urgence des moyens pour aider les agricultrices dans différents contextes socio-économiques et culturels. On pourrait par exemple aider les ménages qui n'ont pas suffisamment de main-d'oeuvre à trouver des technologies permettant d'économiser la main-d'oeuvre applicables sur les petites exploitations.
13. Plus d'un tiers des ménages urbains vivent dans la pauvreté absolue. Entre 40 et 50 pour cent des habitants de Maputo sont pauvres. Environ 30 pour cent de la population totale du Mozambique vit dans des villes, contre 13 pour cent en 1980; le nombre de citoyens pauvres a considérablement augmenté depuis la guerre. Bien qu'un certain nombre de ruraux regagnent les campagnes, on prévoit que la population urbaine continuera d'augmenter, pour dépasser six millions de personnes d'ici l'an 2000. La plupart des ménages urbains dépensent au moins 70 pour cent de leurs revenus pour se nourrir. L'inégalité de la répartition des revenus ne fera probablement que s'aggraver. Entre cinq et dix pour cent des ménages urbains gagnent environ 40 pour cent du revenu national total, alors que les 20 pour cent qui se trouvent au bas de l'échelle n'en gagnent que sept pour cent.

---

<sup>1</sup>Banque mondiale, Rapport sur le Programme de redressement du secteur de la santé, 1995.



## PRIORITES GOUVERNEMENTALES ET POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE

14. Le gouvernement s'est fixé pour objectifs socio-économiques d'atteindre une croissance économique soutenue et d'améliorer le sort des deux tiers de la population qui vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Le gouvernement a introduit une politique d'ajustement structurel en 1987, avec le Programme de redressement économique (PRE). Par la suite, une composante sociale a été ajoutée au PRE, (rebaptisé PRES) car la pauvreté avait atteint une ampleur telle que des mesures spécifiques devaient être prises pour l'atténuer. Le récent plan économique quinquennal du nouveau gouvernement, approuvé par le Parlement en avril 1995, donne la priorité aux secteurs de la santé et de l'éducation, qui ont bénéficié d'une augmentation des allocations budgétaires, ainsi qu'au développement rural et à l'emploi.

### Stratégie de lutte contre la pauvreté

15. La stratégie de lutte contre la pauvreté, préparée par l'Unité d'atténuation de la pauvreté de la Commission nationale de planification en vue de la réunion du Groupe consultatif pour le Mozambique en mars 1995, constitue un fondement important de la stratégie du PAM dans le pays. Etant donné qu'environ les deux tiers de la population rurale sont pauvres, la stratégie est axée sur le milieu rural, mais des propositions sont faites pour réorganiser le "filet de sécurité" urbain. La stratégie globale comprend trois grands axes (voir paragraphes 16 à 26).
16. *Amélioration des moyens d'existence des ruraux.* Le thème central est de maximiser la concurrence sur les marchés ruraux, dans le but de réduire les marges commerciales et de faire monter les prix payés aux producteurs. L'augmentation des revenus des petits exploitants qui vendent du maïs et d'autres cultures vivrières relancera la demande de main-d'oeuvre et finira par stimuler la croissance indispensable des emplois extra-agricoles.
17. L'investissement dans les infrastructures rurales, en particulier dans la voirie, est une condition essentielle de l'amélioration de la commercialisation et de la production agricole. Ce type d'investissement peut être entrepris par le secteur public, le secteur privé et les communautés. Le programme d'investissements publics donnera la priorité à la reconstruction du réseau routier, y compris des routes de desserte rurales. L'amélioration du réseau routier permettra aux communautés d'accéder aux marchés, aux intrants agricoles et aux biens de consommation, et renforcera la sécurité alimentaire rurale et urbaine, grâce, dans ce dernier cas, à la baisse des coûts de transport. La stratégie souligne l'importance des méthodes de construction à fort coefficient de main-d'oeuvre pour la réfection des routes rurales.
18. Le projet de routes de desserte, appuyé par le PAM, s'inscrit tout à fait dans la première grande composante de la stratégie de lutte contre la pauvreté, qui souligne que les programmes à fort coefficient de main-d'oeuvre peuvent fournir aux populations des revenus dont elles ont un grand besoin pendant les périodes creuses et peuvent être élargis en périodes de sécheresse.



19. **Investissement en capital humain.** Les principaux investissements visant à valoriser le capital humain des pauvres concernent les services d'éducation primaires et de soins de santé de base, ainsi que l'eau salubre et l'assainissement. Le gouvernement concentrera ses ressources sur les zones rurales et sur les zones périurbaines où sont concentrés les citoyens pauvres.
20. Dans le secteur de la santé, de grands progrès ont été accomplis pour adopter une approche sectorielle intégrée, avec l'appui de la communauté de donateurs. Pour réduire au minimum les dépenses d'investissement nécessaires à la reconstruction et au relèvement, on utilisera dans la mesure du possible des matériaux locaux et les communautés apporteront la main-d'oeuvre. Elles auront ainsi le sentiment que les équipements réalisés leur appartiennent ce qui les encouragera à les entretenir. La composante Santé du projet No. 5331 - "Reconstruction et relèvement dans les zones rurales du Mozambique", approuvé en 1995 et co-financé par la Banque mondiale, fait partie intégrante du Programme du secteur de santé.
21. La mise en place d'un système efficace d'éducation primaire, surtout dans les zones rurales, constitue la priorité absolue, dans le secteur de l'éducation. Le gouvernement s'est fixé comme objectif d'augmenter, en cinq ans, le taux (brut) d'inscription à l'école primaire (EP1), pour le porter à 86 pour cent, comme au début des années 80, alors qu'il est actuellement de 59 pour cent. Selon les estimations du Ministère de l'éducation, le taux net d'inscription à l'école primaire (nombre d'enfants de six à dix ans inscrits à l'école primaire), est actuellement de 32 pour cent.
22. Le plan pour l'éducation nationale, publié en août 1995, accorde une importance particulière au relèvement du taux de participation scolaire des filles, à tous les niveaux d'enseignement. L'amélioration du niveau d'instruction des femmes a des incidences positives importantes sur les revenus des ménages, la nutrition et la santé des enfants.
23. La priorité accordée à l'enseignement primaire suppose que la part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement totales soit comprise entre 20 et 25 pour cent, alors qu'elle était de 14 à 15 pour cent en 1993. Cette augmentation ne sera possible que si les donateurs financent une proportion importante de ces dépenses. La préparation d'un plan intégré est moins avancée pour ce secteur que pour celui de la santé. La reconstruction et la remise en état des écoles primaires rurales est un élément central de la stratégie du gouvernement.
24. La composante Education du projet No. 5331 est tout à fait conforme aux politiques gouvernementales. L'alimentation scolaire a un rôle tout aussi important à jouer, même si la stratégie de lutte contre la pauvreté considère ce type d'intervention comme un élément de son dispositif de sécurité en cas de catastrophe. Le projet d'alimentation scolaire No. 5160, approuvé en 1994, intéresse 80 établissements primaires dans des districts exposés à la sécheresse, et pourrait être élargi.
25. **Mise en place d'un dispositif de sécurité en cas de catastrophe.** Pour cette troisième composante de la stratégie, deux priorités ont été identifiées: a) rendre les populations rurales pauvres moins vulnérables à des catastrophes comme la sécheresse; et b) améliorer la nutrition, surtout dans les zones rurales, et en particulier pour les enfants. Le futur dispositif de sécurité rurale en cas de catastrophe sera caractérisé par sa flexibilité: les travaux publics à fort coefficient de main-d'oeuvre exécutés dans le cadre des



programmes de la Direction nationale des Ponts et Chaussées et de la Compagnie de construction et de maintenance des Ponts et Chaussées (DNEP/ECMEP) seront automatiquement élargis en période de crise.

26. D'une manière générale, le portefeuille de projets actuel du PAM (y compris le projet Mozambique 5331, qui n'est pas encore opérationnel) correspond bien aux orientations fixées dans la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté. De fait, ils ont évolué de concert. S'il n'y a aucune raison de revoir l'orientation du PAM, le soutien de celui-ci au secteur de l'éducation devra cependant subir quelques ajustements, pour le rendre conforme à la Définition de la mission du PAM.

## **Sécurité alimentaire et politiques d'aide alimentaire**

27. Le gouvernement n'a pas encore défini de stratégie autonome et détaillée en matière de sécurité alimentaire. Cependant de nombreux éléments intéressant la sécurité alimentaire des ménages sont incorporés dans la stratégie de lutte contre la pauvreté.
28. Les politiques gouvernementales de sécurité alimentaire se rapportent essentiellement à des objectifs plus globaux, tels que l'autosuffisance nationale en matière de production alimentaire, qui ne seront assurément pas atteints avant longtemps. Le maïs, qui est considéré comme une "culture stratégique", bénéficie d'un appui important, mais il est indispensable de diversifier les cultures de base et d'élaborer une politique qui mette l'accent sur l'autonomie plutôt que sur la simple autosuffisance. Le gouvernement s'est engagé dans une politique à deux axes, à savoir: maintien des approvisionnements alimentaires (secours, importations commerciales et aide alimentaire-programme) et promotion de la production alimentaire nationale, notamment celle des petites exploitations familiales.
29. Le gouvernement considère l'aide alimentaire comme une ressource importante, aussi bien pour les actions humanitaires que pour celles de développement. La politique en matière d'aide alimentaire comprend trois éléments: a) maintien de l'aide alimentaire (pour soutenir la balance des paiements dans le cadre de l'aide-programme) pour combler le déficit céréalier jusqu'à ce que la capacité d'importation du pays (basée sur les exportations) s'améliore; b) utilisation de l'aide alimentaire pour fournir aux ménages ruraux pénalisés par des pluies insuffisantes ou victimes d'une catastrophe naturelle les secours dont ils ont encore besoin; c) utilisation de l'aide alimentaire pour le développement: nourrir des groupes cibles et remédier au manque d'emplois par le biais d'un soutien aux revenus et d'activités vivres-contre-travail.
30. Pour l'aide alimentaire expédiée au titre de programmes de grande envergure, la pratique actuelle consiste à vendre du maïs et du blé à des prix contrôlés ou subventionnés, alors que la politique vise à réduire l'écart entre les prix pratiqués sur les marchés extérieur et intérieur. Dans les circonstances actuelles, la monétisation de l'aide alimentaire du PAM est donc jugée inappropriée. Cependant, à l'avenir, un programme de monétisation sélectif pourrait devenir réalisable.





---

## EVALUATION DES RESULTATS OBTENUS JUSQU'ICI PAR LE PAM

### Introduction

31. Depuis l'approbation de son premier projet en faveur du Mozambique en 1974, le PAM a engagé plus de 1,4 million de tonnes de produits alimentaires, d'une valeur totale de 569 millions de dollars. Les opérations d'urgence ont représenté 80 pour cent des contributions en produits, contre 20 pour cent pour les projets de développement. De plus, une aide de grande envergure a été fournie aux Mozambicains réfugiés dans des pays voisins.
32. Au cours des 20 dernières années, malgré la guerre, le PAM a maintenu un programme de développement, comprenant essentiellement un appui à l'éducation (110 000 tonnes), encore opérationnel, ainsi que des projets à l'appui du secteur du thé (56 000 tonnes) achevé en 1990, et au secteur forestier (53 000 tonnes), terminé en avril 1994.
33. Le portefeuille actuel recouvre quatre grandes catégories d'interventions: a) aide aux victimes de la sécheresse, jusqu'en avril 1996; b) aide à la réinstallation; c) reconstruction et relèvement; et d) valorisation des ressources humaines (alimentation scolaire), dans le cadre d'un projet opérationnel jusqu'en avril 1997. De surcroît, de petites activités de développement sont actuellement financées par l'opération de secours et le projet pilote de services urbains de base, qui sont tous deux étroitement liés au développement communautaire. Il n'y a pas de séparation nette entre ces diverses catégories. La réinstallation sert de base à la reconstruction; sans l'aide aux victimes de la sécheresse, les opérations de relèvement et de reconstruction seraient encore plus difficiles. Dans le même temps, la reconstruction fait partie intégrante du développement, dont elle est aussi une condition préalable.

### Aide d'urgence

34. Depuis 1989, 537 000 tonnes de vivres ont été engagées au titre de diverses opérations de secours en faveur des victimes de la sécheresse et de la guerre, de la réinstallation et des soldats en phase de démobilisation. Une opération importante (225 000 tonnes), visant à aider à surmonter les effets de la sécheresse de 1992/93, la pire que le pays ait jamais connue, mérite notamment d'être citée, car elle constitue un exemple d'intervention régionale efficace, effectuée dans les temps voulus.
35. La dernière phase de l'aide du PAM aux réfugiés et aux rapatriés (IPR Mozambique 4164 (Elarg.4) - "Assistance alimentaire aux personnes déplacées touchées par les pénuries alimentaires et les troubles intérieurs" a récemment été évaluée par une mission multi-donateurs conduite par le PAM. Le rapport, qui est présenté séparément au Conseil d'administration, conclut, entre autres, ce qui suit: l'opération du PAM a été bien conçue et le bureau du PAM à Maputo et ses bureaux auxiliaires ont su affronter les problèmes avec efficacité et imagination. Au Mozambique, le PAM a adopté une attitude critique et novatrice (...) pour gérer et évaluer la crise.
36. Avec le retrait progressif de l'aide alimentaire d'urgence, la présence du PAM dans le



pays devrait se réduire, et l'expérience précieuse qu'il a acquise dans le domaine de la gestion et de la conception d'opérations d'urgence complexes risque d'être perdue. Un élément important de la stratégie future du PAM sera donc d'aider le gouvernement et de préparer, en collaboration avec des donateurs, une stratégie d'atténuation des effets des catastrophes, comprenant un renforcement des institutions nationales.

## **Liaison entre les phases d'urgence et de développement**

37. Une aide alimentaire aux rapatriés et aux victimes de la sécheresse, du type de celle mise en oeuvre au Mozambique, est fortement axée sur le développement. Le programme, qui comprenait, entre autres mesures d'assistance, la fourniture d'outils et de semences, a permis aux bénéficiaires de continuer à défricher et à préparer leurs terres et de contribuer activement par leur travail à la production agricole future.
38. Les opérations d'urgence du PAM ont eu d'autres incidences bénéfiques directes sur le développement. La sous-traitance des services de transport au secteur privé (environ 20 millions de dollars), a largement contribué à créer un secteur des transports solide et compétitif. Grâce à l'ouverture de routes et aux travaux de déminage, dans lesquels le PAM a investi environ un million de dollars, les coûts de transport/tonne/kilomètre ont considérablement diminué ces deux ou trois dernières années. En collaboration avec la FAO et grâce au généreux appui des donateurs, le PAM a financé l'achat et le transport de semences, en particulier pour les cultures résistantes à la sécheresse, qui ont été distribuées dans le sud du pays en même temps que les vivres, avant la saison des semis. Le Gouvernement néerlandais suit actuellement l'impact de cette opération sur la campagne agricole en cours (décembre 1995 - avril 1996).
39. Le PAM a consacré quelque 10 millions de dollars à l'achat de denrées alimentaires, essentiellement du maïs, dans les zones excédentaires du nord; il a ainsi amélioré les revenus des agriculteurs et contribué pour une part importante à la monétisation de l'économie rurale, qui est une condition indispensable de la diversification de l'économie et du développement du secteur extra-agricole. Le PAM et le gouvernement ont veillé à éviter une hausse des prix et à maintenir un prix indicatif à la production réaliste, durable à plus longue échéance.
40. L'opération d'urgence en faveur des réfugiés actuellement en cours comprend une composante d'appui à des petits projets de développement, exécutés par des communautés, des institutions locales et des ONG. En 1994, 35 microprojets de ce type ont été approuvés, se répartissant entre des programmes d'alimentation et des activités vivres-contre-travail; les livraisons de denrées au titre de ces microprojets se sont élevées à 1 700 tonnes au total. Compte tenu de la forte demande des communautés locales, les livraisons ont atteint 3 000 tonnes au cours des 11 premiers mois de 1995, pour quelque 100 activités, dont 80 projets vivres-contre-travail, qui ont fourni un emploi temporaire à quelque 20 000 participants.



## Aide au développement

### *Mozambique 5160 - "Alimentation des élèves des internats et des régions touchées par la sécheresse"*

41. Ce projet triennal de 11 millions de dollars est opérationnel depuis mai 1994, et fait suite au projet No. 2382, lancé en 1977. Il fournit une aide alimentaire à quelque 27 000 pensionnaires de 182 internats et à 30 000 élèves externes des internats. Par la suite (depuis mai 1995), le projet a été élargi à quelque 80 externats de l'enseignement primaire situés dans des districts exposés à la sécheresse de deux provinces du sud.
42. Dans l'ensemble, le projet a réussi à atteindre les objectifs fixés. En outre, grâce à l'aide du PAM, le gouvernement a bénéficié d'un appui budgétaire précieux, et les internats ont pu rester ouverts, en particulier pendant la guerre.
43. **Orientation future.** Compte tenu des graves restrictions des budgets de fonctionnement et d'investissement du Ministère de l'éducation, qui sont fortement tributaires d'un financement des donateurs, l'appui budgétaire aux internats reste important à court ou moyen terme. Cependant, compte tenu du retour de la paix, le budget de l'éducation devrait augmenter; il faudra alors remanier les politiques de soutien budgétaire du PAM et prévoir un retrait progressif du soutien aux internats de l'enseignement secondaire. Il est envisagé a) de continuer à assister les internats de l'enseignement primaire et b) d'élargir l'aide à des écoles primaires situées dans des zones exposées à la sécheresse, si les résultats de la mission d'étude de la gestion et d'examen préalable, prévue pour le milieu de l'année 1996, sont favorables.

### *Mozambique 4720 - "Assistance au programme de reconstruction des routes de desserte"*

44. Le PAM appuie le Programme national de routes de desserte (FRP), en liaison avec le projet Routes et Cabotage (ROCS), soutenu par la Banque mondiale, avec une assistance technique de l'OIT et un financement important provenant de sources bilatérales et de donateurs. Le PAM a commencé à soutenir le FRP en 1988, en lui allouant des ressources d'urgence, et cette aide est un bon exemple de transition des secours au relèvement. Le projet No. 4720, d'une valeur de sept millions de dollars et d'une durée de quatre ans, est opérationnel depuis janvier 1993.
45. Le projet se fonde sur le principe de la monétisation en circuit fermé, en vertu duquel les travailleurs ont le droit d'échanger 50 pour cent de leur salaire contre des produits alimentaires fournis et subventionnés par le PAM. A l'époque où le projet a été mis en route, de graves pénuries alimentaires sévissaient dans le pays et les denrées du PAM jouaient un rôle fondamental pour attirer et retenir la main-d'oeuvre.
46. Les objectifs initiaux, définis au moment de l'examen préalable, se sont avérés trop optimistes, et le projet, qui est opérationnel dans neuf provinces rurales sur dix, tourne à environ 50 pour cent de la capacité prévue, aussi bien du point de vue du nombre de travailleurs qui y participent que des quantités de produits alimentaires distribués.
47. Le volet de monétisation du projet n'a pas bien fonctionné: les taux d'inflation étaient élevés (environ 40 pour cent par an) et les décaissements ont été freinés en raison de l'inertie de la bureaucratie. L'utilisation des fonds accumulés par le DNEP a été lente; une



fois transférés, les ONG les ont utilisés à bon escient.

48. **Orientation future.** Avec la relance de la production, les activités vivres-contre-travail risquent d'être moins justifiées. En outre, bien que le DNEP reconnaisse l'importance du soutien du PAM, la gestion des denrées est pour lui un poids. Il faudra peut-être mettre au point de nouvelles formules de livraison reposant sur le secteur privé. La formule de la monétisation en circuit fermé sera probablement abandonnée. La composition de la ration pourrait varier suivant qu'elle est distribuée dans les zones productrices ou déficitaires en maïs. Une étude de gestion est prévue pour le début 1996. La construction et la remise en état des routes de desserte restent une priorité absolue du gouvernement.

### ***Mozambique 4721 - "Services urbains de base à Maputo"***

49. Ce projet pilote a démarré en octobre 1993 et a été prolongé jusqu'en septembre 1996. Ses principaux objectifs étaient de tester les avantages comparatifs de la rémunération du travail en vivres ou en espèces, mais aussi d'acquérir une expérience dans le domaine de la participation communautaire dans un contexte périurbain (Maputo). Le projet soutient: a) des programmes vivres-contre-travail exécutés par des ONG, par des communautés et par le Conseil municipal de Maputo; b) quelque 2 500 enfants dans les écoles maternelles qui viennent d'être créées, dans le but de promouvoir le développement communautaire aux alentours des établissements pré-scolaires, tout en donnant aux mères la possibilité de se libérer pour aller travailler.
50. Le projet est soutenu par des donateurs bilatéraux, qui fourniront, entre autres, des articles non alimentaires. Un tiers des denrées sont distribuées à 32 écoles maternelles, et le reste est destiné à des activités vivres-contre-travail (principalement construction de routes, drainage, ramassage des ordures et remise en état des écoles), qui fournissent un emploi à plusieurs centaines de personnes (300 à 800), dont la plupart sont des femmes. Environ la moitié des superviseurs sont des femmes.
51. Le volet développement communautaire donne de bons résultats. Les communautés et les ONG ont construit des locaux préscolaires, mais la question se pose de savoir à qui appartiennent ces installations. Les emplois dans la construction de routes et le ramassage des ordures semblent semi-permanents, et caractérisés par une faible rotation entre les travailleurs. En ce qui concerne le choix entre la rémunération des activités en denrées ou en espèces, l'argent semble attirer les hommes alors que les femmes sont plus intéressées par les vivres. Cependant, la participation des femmes dépend en fin de compte des mécanismes de sélection. Les travailleuses représentent quelque 70 pour cent des personnes employées, qui reçoivent aussi une petite compensation en espèces.
52. La zone sélectionnée pour le démarrage du projet est pauvre, sans être toutefois le quartier le plus défavorisé de Maputo: une forme d'organisation communautaire devait exister, et la construction des établissements pré-scolaires était conditionnée par la disponibilité de terrains à bâtir.
53. **Orientation future.** Le PAM a investi des sommes considérables pour lancer le projet. Il est temps d'entreprendre une étude plus systématique et approfondie des enseignements à retirer, après le premier examen effectué en 1995. On prévoit de fusionner ce projet avec la composante des microprojets financés au titre des opérations d'urgence, et de le transformer en un mécanisme d'aide alimentaire géré en fonction de la demande, ou



Fonds alimentaire, à l'usage des ONG et des communautés locales (voir paragraphe 68).

***Mozambique 5331 - "Reconstruction et relèvement dans les zones rurales du Mozambique"***

54. Ce projet, qui est co-financé par la Banque mondiale et sera exécuté par des ONG et des communautés locales sous la supervision technique du Ministère de la santé (GACOPI) et du Ministère de l'Education (GEPE), vise à remettre en état ou à reconstruire 900 écoles primaires et 240 centres de santé et dispensaires. Le projet se fonde sur les principes suivants: participation communautaire, méthodes de construction à fort coefficient de main-d'oeuvre et utilisation de matériaux de construction disponibles sur place. Le PAM fournira une ration essentiellement composée de produits alimentaires, qui comprendra aussi du savon, pour inciter les communautés à participer; l'élément céréales de la ration pourra être remplacé par des espèces dans les districts où l'approvisionnement en maïs est suffisant. Le PAM a été chargé de gérer temporairement les fonds de crédit de la Banque mondiale, afin de garantir le transfert simultané des espèces et des denrées aux ONG. Par la suite, le gouvernement prendra peu à peu la relève. Ce projet de 12 millions de dollars a été approuvé fin 1994, mais n'est pas encore opérationnel.
55. Plusieurs facteurs expliquent ce retard: le crédit de la Banque mondiale en faveur du secteur de la santé a été signé en retard; la mise en oeuvre a posé des problèmes car il fallait définir le rôle que jouerait le PAM dans la gestion des crédits de la Banque mondiale, et un débat politique a ensuite eu lieu, en dehors du contexte de ce projet, pour discuter du rôle respectif des ONG et du secteur privé dans l'économie. En attendant le lancement officiel du projet, 40 écoles (avec ADPP, une ONG nordique) et quatre dispensaires (Médecins sans frontières) ont été construits ou remis en état, dans le cadre d'un projet pilote préalable, financé sur la composante des microprojets, et quatre autres écoles ont bénéficié d'une aide de l'Office allemand pour la coopération technique (GTZ) et de la Fédération luthérienne mondiale (FLM). L'exécution devrait commencer au premier trimestre de 1996.

**Atouts et faiblesses**

56. Ces dernières années, le PAM est intervenu dans toutes les différentes phases du continuum secours-développement, à savoir les secours, la réinstallation, le relèvement et le développement. Mais ses activités ont été interrompues par la sécheresse. Les interventions effectuées dans le cadre du continuum, loin de suivre harmonieusement, doivent être conduites simultanément sur tous les fronts. Le pourcentage d'activités de développement financées par des opérations d'urgence a été très modeste, comme du reste dans d'autres pays. Cependant, la microcomposante, qui se fonde sur la demande effective, de la part des ONG et des communautés locales, d'une aide alimentaire pour soutenir le développement, s'est avérée un outil novateur et flexible qui a inspiré deux projets de développement à plus long terme.
57. Dans un pays comme le Mozambique, où une grande part du budget est financée par des donateurs extérieurs, et où la reconstruction est une priorité absolue, il est un peu hasardeux de parler de retrait progressif de l'aide, en l'état actuel des choses. Il est clair que le gouvernement ne pourra prendre la relève que d'une manière très progressive. Quant à la durabilité, les conditions de base semblent réunies, dans la mesure où les projets sont mis en route et gérés par les communautés.



58. Dans une situation de guerre et de transition vers la paix, les activités de suivi ont essentiellement consisté à contrôler si les denrées arrivaient bien là où elles étaient nécessaires, ce qui est compréhensible. Le suivi et l'évaluation posent un gros problème, car le pays dispose de ressources humaines insuffisantes; en outre aucune visite de terrain n'a pu être effectuée avant 1993. Mais pour que le suivi et l'évaluation ne se limitent pas au fonctionnement de la logistique, les fonds alloués à cette activité doivent être effectivement mis à disposition. La capacité d'exécution du gouvernement est limitée, ce qui compromet à la fois les activités de suivi et d'évaluation et l'exécution. Compte tenu des circonstances, les objectifs du projet s'avèrent trop ambitieux.

---

## STRATEGIE FUTURE

59. L'environnement qui conditionne le programme du PAM a commencé à changer. On prévoit notamment une augmentation de la production vivrière globale, et il est probable que d'ici une dizaine d'années, le pays sera autosuffisant et que les mécanismes de survie des populations rurales se seront considérablement améliorés. Au fur et à mesure que la production alimentaire s'accroîtra, un aide ciblée restera sans doute nécessaire, mais l'aide alimentaire-projet, et en particulier les activités vivres-contre-travail, deviendront de moins en moins justifiées. D'ici 2005, il est possible que les activités vivres-contre-travail soient supprimées, mais une assistance aux secteurs de la santé et de l'éducation restera probablement nécessaire. On continuera à avoir besoin du PAM pour suivre les urgences et intervenir en cas de crises.

## Les cinq prochaines années

60. Le potentiel de l'aide alimentaire du PAM au cours des cinq prochaines années doit être étudié dans le contexte suivant:
- a) compte tenu de la vulnérabilité du pays, notamment de la région sud plus exposée aux sécheresses, il est probable que dans quelques années, une aide d'urgence sera nécessaire, et que les ressources requises seront au moins égales à celles fournies au titre de l'aide au développement;
  - b) l'avantage comparatif de l'aide alimentaire en faveur du développement, dans la perspective des activités vivres-contre-travail, diminuera;
  - c) la capacité du gouvernement d'entreprendre des activités de développement restera faible; les communautés, les ONG et les institutions locales resteront des partenaires d'exécution importants, mais leur capacité est aussi limitée;
  - d) les politiques du PAM mettront l'accent sur la sécurité alimentaire des ménages et ne favoriseront pas le soutien budgétaire;
  - e) les politiques du PAM mettront au premier plan les problèmes spécifiques aux femmes, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages;
  - f) la pauvreté est plus répandue en zone rurale qu'en agglomération urbaine.



Toutefois, la pauvreté en milieu urbain risque d'augmenter avec le développement des agglomérations.

## Conséquences pour le PAM

61. Les répercussions sur le prochain cycle de programmation sont les suivantes:
- a) Le PAM devrait maintenir une capacité d'intervention rapide en cas de catastrophe pour pouvoir fournir une aide en cas de sécheresse, à l'avenir.
  - b) Au cours des cinq années à venir, le PAM orientera peu à peu son action vers le sud, en s'efforçant de relier les activités de développement et celles d'urgence.
  - c) Cependant, tant que le relèvement et la reconstruction resteront des priorités absolues, et que la pauvreté sera généralisée dans tout le Mozambique, le PAM maintiendra son appui à la reconstruction et à la remise en état des infrastructures rurales. La politique spécifique du PAM et les questions relatives au ciblage des denrées risquent, pour l'instant, d'être sacrifiées au profit de la reconstruction, qui prime. Dans ce cas, le PAM s'efforcera de modifier sa ration alimentaire, en remplaçant par des espèces les produits qui sont disponibles sur le marché local. Une option en espèces modeste, financée par le don néerlandais pour l'amélioration de la qualité, a déjà été incorporée dans le projet No. 5331.
  - d) Dans l'hypothèse où la croissance de la production alimentaire en zone rurale serait progressive et constante, et où la capacité d'exécution du gouvernement resterait faible, l'aide du PAM au développement dans les zones rurales sera caractérisée (sauf pour les programmes d'alimentation scolaire) par des interventions de petite envergure qui seront exécutées par les communautés locales et par des ONG.
  - e) En ce qui concerne les questions sexospécifiques, il semble que le PAM puisse mieux aider les femmes dans les zones urbaines, et favoriser davantage le développement communautaire aux alentours des écoles et des établissements préscolaires, plutôt qu'en mettant en oeuvre des activités rurales de reconstruction du type vivres-contre-travail, étant donné que les femmes contribuent dans une large mesure à la production alimentaire.
  - f) Vu l'importance accordée à ce type de questions, le PAM continuera d'étudier les possibilités d'utiliser l'aide alimentaire au développement dans les zones urbaines, pour appuyer des initiatives locales visant à réduire l'insécurité alimentaire des ménages.



---

## **PROGRAMMATION FUTURE**

### **Activités du Programme**

#### **Renforcement des capacités**

62. Le PAM jouera un double rôle. Non seulement il fournira une aide alimentaire aux ménages pauvres et exposés à l'insécurité alimentaire, mais il continuera à prendre en main et à coordonner l'aide alimentaire fournie au titre d'opérations d'urgence et de projets de développement. Compte tenu du retrait progressif de l'aide alimentaire d'urgence, déjà enclenché, et de la réaffectation du personnel international qualifié, il est à présent indispensable de renforcer de toute urgence les capacités du gouvernement, tant dans le domaine de l'organisation préalable des secours que dans celui de la gestion des urgences. En collaboration avec d'autres donateurs et des institutions gouvernementales, le PAM sera responsable d'aider le gouvernement à préparer un plan dans ce sens. Pour commencer, une étude sera réalisée en 1996 pour définir un plan d'action. Elle contiendra des propositions visant l'établissement de cartes de la vulnérabilité dans le cadre d'une approche intégrée et de stabilité à long terme.

#### **Programme d'aide alimentaire**

63. Conformément aux politiques gouvernementales, le PAM fournira une aide en faveur du développement des secteurs de l'infrastructure rurale et de l'éducation. Son programme sera spécifiquement axé sur le milieu rural, les femmes et les activités de développement communautaire en zone urbaine. Il s'intéressera particulièrement au sud et au maintien d'une capacité d'intervention en cas d'urgence; il fera une plus large place aux questions sexospécifiques et au ciblage, et aura recours aux activités de suivi et d'évaluation pour y parvenir.

#### **Aide alimentaire d'urgence**

64. On peut estimer que, durant la période de programmation, un million de personnes au total auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence (soit, en moyenne, 200 000 personnes par an pendant six mois). Il faudrait par conséquent prévoir pour le programme de pays un volume total d'aide alimentaire d'urgence de 100 000 tonnes, soit à peu près 30 millions de dollars aux prix courants.





## Aide alimentaire au développement

65. **Reconstruction/remise en état des infrastructures** (Mozambique 4720 (routes de desserte), Mozambique 5331 (infrastructures sanitaires et scolaires)). La reconstruction et le relèvement demeureront des priorités absolues. On prévoit que le PAM poursuivra son assistance au secteur routier. Le projet No. 5331 devrait démarrer au début de 1996. Le montant des ressources à mobiliser pour la remise en état des ouvrages d'infrastructure s'élèvera au total à quelque 17 millions de dollars sur cinq ans (cinq millions pour les routes de desserte et 12 millions pour les écoles et les dispensaires, dont environ deux millions en espèces, à titre de complément de salaire). En outre, le Fonds alimentaire, mécanisme d'aide géré en fonction de la demande, s'il est approuvé, apportera également une aide au relèvement.
66. **Education.** Le PAM ne se limitera pas à appuyer la reconstruction des écoles primaires, il continuera d'aider le secteur de l'éducation par le biais de programmes d'alimentation scolaire. L'appui aux internats de l'enseignement secondaire sera progressivement supprimé, mais les internats de l'enseignement primaire (EP1 et EP2) auront probablement besoin d'une aide pendant plus longtemps. Les budgets étaient extrêmement réduits et le secteur restant fortement tributaire de financement extérieur, le soutien budgétaire du PAM au Ministère de l'éducation reste justifié; toutefois, le montant du financement dépendra des fonds dont dispose le PAM. L'appui aux écoles primaires dans les zones rurales exposées à la sécheresse pourrait augmenter, à mesure que le programme couvrira davantage de districts. En attendant le résultat de l'étude de gestion et une formulation plus précise des objectifs, une provision de 23 millions de dollars est constituée pour soutenir les programmes d'alimentation scolaire.
67. Le PAM étudiera les possibilités de mettre en oeuvre des stages d'alphabétisation des adultes et de formation professionnelle et des activités créatrices de revenus, principalement au profit des femmes vivant dans des villes. Des activités pilotes seront financées par le Fonds alimentaire.
68. **Le Fonds alimentaire, un mécanisme d'aide alimentaire géré en fonction de la demande.** Il est proposé de fusionner le projet No. 4721 (Services urbains de base) avec la composante de microprojets actuellement financée au titre des opérations d'urgence. Ces deux types de projets sont gérés en fonction de la demande, et comprennent des activités individuelles d'une ampleur relativement limitée, exécutées par des communautés ou des institutions locales et des ONG. Les activités financées grâce à ce mécanisme peuvent être axées spécifiquement sur les femmes et les enfants. Le Fonds alimentaire nécessitera un personnel d'encadrement relativement important, mais il contribuera à améliorer sensiblement les conditions de vie des communautés concernées. Grâce à ce mécanisme transparent, le PAM pourra rester en contact direct avec les ONG et les communautés locales avec lesquelles il travaille, ce qui est indispensable en cas d'intervention d'urgence. Le coût total de la gestion du Fonds alimentaire pour le PAM est estimé à 10 millions de dollars sur cinq ans.
69. Pour financer les activités de programme qui précèdent, on estime qu'il faudra environ 80 millions de dollars, dont 30 millions pour les urgences. Le budget indicatif total, pour le cycle de programmation quinquennal, se répartit comme suit:

	<b>Dollars (millions)</b>
Urgences	30
Routes de desserte	5
Remise en état des infrastructures sociales	12
Fonds alimentaire	10
Alimentation scolaire	23
<b>Total</b>	<b>80</b>

70. Le PAM a admirablement réussi à mobiliser des fonds additionnels pour une série d'initiatives qui, tout comme l'aide alimentaire, visaient à stimuler la production agricole et, partant, à réduire les besoins futurs de secours d'urgence. L'une de ces activités consistait à acheter et à distribuer des semences aux agriculteurs du sud. Parmi les autres initiatives qui méritent d'être étudiées, on peut citer le soutien à l'introduction de nouvelles cultures (diversification agricole), un "système d'assurance" pour les paysans qui introduisent de nouvelles techniques comportant un risque élevé, la création de pépinières d'arbres fruitiers, le développement de marchés pour les petits agriculteurs, etc.

## **Les modalités de l'aide du PAM**

71. Chaque fois que possible, on privilégiera les achats locaux, dans la mesure où ils sont rentables et où ils ne créent pas de distorsions sur le marché, ainsi que les achats régionaux. Comme la production de maïs augmente, il faudra envisager de remplacer le maïs de la ration alimentaire par d'autres produits.
72. Compte tenu des difficultés financières du gouvernement, surtout pendant les premières années du cycle de programmation, le PAM devra sans doute continuer à financer l'intégralité des coûts de TIEM. Au cours des dernières années du cycle, le gouvernement devrait reprendre progressivement à sa charge la part qui lui revient.

## **Collaboration avec d'autres agences et institutions**

73. En ce qui concerne la création d'institutions spécialisées dans la planification préalable des secours, il est indispensable de collaborer avec les principaux donateurs d'aide alimentaire et avec la FAO. Des contacts réguliers avec la Banque mondiale et surtout les travaux entrepris par le gouvernement dans le secteur de l'atténuation de la pauvreté, avec l'appui de la Banque mondiale, permettront d'affiner le programme.

## **Questions clé et risques**

74. La faible capacité d'exécution des institutions gouvernementales, en particulier à l'échelon des provinces et des districts, reste préoccupante. Tous les programmes devraient donc comprendre des activités d'amélioration des compétences et de formation du personnel de contrepartie. Le PAM doit disposer d'une forte présence régionale dans trois provinces pour mettre en oeuvre le Programme de pays proposé.



75. Enfin, un dernier risque concerne l'avenir des ONG, qui ont joué un rôle essentiel dans le domaine des urgences et du relèvement et sont de plus en plus actives en matière de développement. Certaines ONG internationales risquent de se retirer, une fois que l'aide au titre des urgences et de la réinstallation aura pris fin. D'autres, notamment des ONG locales, auront besoin de fonds pour prendre en charge de nouvelles activités de développement.



## ANNEXE I

<b>MOZAMBIQUE - INDICATEURS SOCIAUX DU DEVELOPPEMENT</b>
--

	Mozambique	Afrique subsaharienn e	Pays les moins avancés*
Espérance de vie ( <i>années</i> )	47	52	51
Taux de mortalité ( <i>pour 1 000 naissances d'enfants vivants</i> )	150	103	114
Taux de mortalité des moins de cinq ans ( <i>pour 1 000 naissances d'enfants vivants</i> )	273	165	–
Taux de mortalité maternelle ( <i>pour 1 000 naissances d'enfants vivants</i> )	1 100	690	740
Taux d'alphabétisation des adultes ( <i>pour cent</i> )	33	47	45
Apport calorique journalier ( <i>en pourcentage des besoins</i> )	77	93	90

Sources: Gouvernement mozambicain et UNICEF: *The Situation of Children and Women in Mozambique*–1993, PNUD *Rapport sur le développement humain 1993*, et Banque mondiale, *Les indicateurs sociaux du développement 1993*.

Note: Les données utilisées sont les plus récentes à disposition.

\* Au sens de la définition du PNUD.



**ANNEXE II**

@@@.@@@ @@

30/08/00 9:12A8/P8

